—C'est presque une position sociale de nos jours, de parler français à la perfection.—J. Novicow.

LE MADAWASKA

—Il n'est pas de plus grande gloire que de combattre pour la langue de la patrie.—Jean Dorat.

J.-G. BOUCHER, éditeur-proprétaire

ABONNEMENT: Canada \$1.50 Etranger \$2.00

Rédigé en collaboration.

LE RECENT CONGRES

Quelques détails importants: la presse anglaise s'intéresse à nos activités; la Société nationale compte pour la première fois des membres actifs; projet d'étude et d'action pour les membres des comités dont l'exécution garantit la survivance de la société et notre avancement national.

Quinze jours se sont écoulés depuis le congrès national acadien à Moncton, et la presse française de tout le pays nous apporte encore l'écho de ce grand événement, par ses commentaires et la publication des discours et résolutions.

La presse anglaise des provinces maritimes n'a pas ménagé non plus ses commentaires et sa publicité sympathique, que nous croyons sincère. Si le congrès n'avait pas d'autres résultats que celui d'avoir été la cause d'articles comme celui du "Halifax Herald", et de remarques comme celles de M. Baldwin, nous dirions qu'il n'a pas été inutile.

Les plus âgés d'entre nous, ceux qui se rappellent l'oubli et le désintéressement dont la population française de l'Acadie était l'objet, il y a à peine vingt-cinq ans, ont dû tressaillir de joie en lisant certains commentaires de la presse anglaise. C'est la récompense d'un siècle de lutte et d'efforts inouis pour recouvrer au sein de la population canadienne ce droit de vivre et de progresser qu'on avait enlevé aux Acadiens au milieu du dix-huitième siècle.

Au dire de plusieurs délégués, le travail des commissions a revêtu cette année un sens pratique qui n'a pas connu de précédent. Les résolutions, dont nous commençons la publication cette semaine, en font foi.

En outre, le rapport du trésorier-général a révélé à plusieurs que la société Nationale comprend trois classes de membres: les membres ordinaires, c'est-à-dire toute la population acadienne de l'Amérique, et toute autre personne de langue française des provinces maritimes; les membres actifs, ayant les qualifications précédentes et payant une piastre par an; enfin les membres à vie, ceux qui versent vingt-cinq piastres d'un seul coup.

En écoutant le rapport du trésorier, on a ainsi appris que la société, avant le mois de mai dernier, ne comptait pas de membres actifs, encore moins des membres à vie. Au printemps dernier, les officiers-généraux ayant probablement découvert cet article ignoré de la constitution, se sont empressés de verser leur cotisation. Bel exemple qui a valu l'enrôlement, pendant le congrès, de près de deux cents membres actifs.

C'est un deuxième bon résultat du congrès. La société Nationale compte maintenant deux cents membres actifs, en pratique les seuls membres. Ce n'est certes pas trop, mais c'est tout de même un bon commencement, et le recrutement devra se continuer car s'il est une organisation qui a besoin de fonds pour poursuivre son oeuvre, c'est bien notre société Nationale.

Un troisième bon résultat du congrès, c'est le projet présenté par la commission d'initiative et adopté par les délégués, à l'effet que les commissions se subdivisent en sous-comités provinciaux, lesquels devront se réunir au moins une fois l'an pour étudier les questions qui les intéressent dans leur district respectif, pour mettre en exécution les résolutions du dernier congrès, lesquelles restaient dans le passé lettre-morte dans les papiers du secrétaire, et enfin pour faire rapport de leur activité à la commission générale qui, elle-même, devra se réunir une fois par année.

Ce projet peut paraître compliqué, mais il est très simple en pratique. Au cours du congrès, on s'est plu à appeler celui-ci, le gouvernement national des acadiens. Les commissions en sont donc les ministères, et les sous-comités représenteront la députation. Un député vaut en autant qu'il étudie les besoins de son comté et en fait part aux différents ministères. Les membres des sous-comités devront faire de même.

Nous avons l'assurance que cette organisation fonctionnera car son parrain à la commission d'initiative, à maintenant l'avantage d'être secrétaire-général de la société, et il verra à ce que son filleul se développe rapidement.

Ce projet comble pour l'instant cette lacune qui existait dans notre organisation nationale, et que nous avons déplorée à maintes reprises. Les sous-comités seront au travail pendant les quatre ou cinq ans qui s'écouleront généralement entre chaque congrès. Les membres étudieront personnellement (il le faut) les besoins de leur région. Ces questions seront discutées en commun aux réunions annuelles du sous-comité. Le secrétaire, disons, sera chargé d'aller présenter un rapport à la réunion annuelle de la commission générale. Celle-ci aura, par les rapports des différents secrétaires de sous-comités, une vue d'ensemble des besoins et des activités de toute l'Acadie, et son action sera plus efficace parce que les questions auront été mieux étudiées.

Tout ce travail de longue main éliminera les discussions inutiles aux heures de séances des commissions générales, au temps du congrès.

Tenant compte seulement de ces trois résultats très pratiques, nous disons franchement que le dernier congrès a été un grand succès. Nous avons un beau programme d'action devant nous, programme qui demande du travail, de l'énergie et du désintéressement pour le bien remplir.

G. N. TRICOCHÉ

VARIETES

LE DANGER DES PRONOSTICS

Les personnes dont l'opinion, en vertu de leur position sociale ou de leur profession, a une sérieuse importance, devraient y réfléchir à deux fois avant de prononcer leur avis. Tout le monde sait que Napoléon I, si intelligent qu'il fût, se déclarait que les machines à vapeur alors dans leur base expérimentale, ne serviraient pas à grand-chose. Quand l'artillerie était encore dans son enfance, et qu'il fut inventé des canons se chargeant par la culasse, — comme ceux de nos jours — de grands ingénieurs militaires affirmèrent que jamais la pression des gaz ne permettrait d'utiliser ce chargement d'une façon sérieuse. On les crut alors; et l'on revint aux pièces chargées par la bouche. Le très haut personnage on a cru longtemps que c'était Louis XIV lui-même — qui, lorsque le petit-fils de ce monarque fut proclamé Roi d'Espagne, prononça la phrase célèbre: "Il n'y a plus de Pyrénées!" eût mieux fait de garder son opinion pour lui car les événements devaient le démentir cruellement. Mais nous ne voulons pas, ici, parler seulement de pronostics faits par de hautes

autorités. Il est une classe de professionnels qui devrait toujours peser leurs paroles vis à vis de leurs interlocuteurs. Nous vivons par cette allusion les docteurs et chirurgiens. Soit par brusquerie constitutionnelle, soit par excès de confiance en eux-mêmes, certains de ces praticiens se font trop affirmatifs: dans nombre de cas, causent aux patients, inutilement, une pénible angoisse. C'est ainsi, par exemple, qu'une dame de notre connaissance, à l'âge de 18 ans, affligée d'une maladie de coeur, reçut de son médecin la nouvelle peu réjouissante qu'elle n'avait que quelques mois à vivre. Etant d'un moral bien trempé, cependant, elle ne s'effraya point, vécut tranquillement, et mourut fort avancée en âge, d'une tout autre maladie. Écœment, à Gloucester, en Angleterre, une certaine Mrs Lucy Wilkins joua un plus vilain tour encore à la faculté. Bien qu'un docteur l'eût avertie qu'elle n'atteindrait pas la trentaine, elle vint de mourir paisiblement à l'âge de cent deux ans...!

George Nestler Tricoché.

RESOLUTION ADOPTEES A LA COMMISSION DE LA PRESSE

Au Dernier Congrès National tenu à Moncton, N.-B.

I.—POUR AUGMENTER LE VOLUME D'ANNONCES DES JOURNAUX ACADIENS.

Attendu que nos marchands acadiens achètent chaque année, des gros fournisseurs, pour des montants considérables: Attendu qu'une bonne partie de l'argent ainsi déboursé sert à payer les annonces qui paraissent dans les journaux pour annoncer ces marchandises:

Attendu que nos journaux acadiens ne reçoivent pas de ces annonces une part suffisante et proportionnée à l'importance du public acadien acheteur:

Attendu que cette pratique fait un tort considérable aux marchands acadiens eux-mêmes qui se trouvent à payer des annonces dans des journaux qui ne sont pas généralement lus par leur clientèle, annonces par conséquent qui ne lui sont d'aucun bénéfice:

Il est résolu que le congrès national acadien encourage fortement nos marchands acadiens et ceux qui achètent des gros fournisseurs à exiger, autant que possible, par l'entremise des comités voyageurs ou par lettres de leurs fournisseurs, que ces derniers annoncent dans les journaux acadiens.

II.—POUR FACILITER L'ETUDE DE TOUS LES PROBLEMES IMPORTANTS.

Attendu que nos journaux acadiens sont faibles et n'ont pas encore le moyen de se payer un personnel de rédaction suffisant:

Attendu par ailleurs que la dispersion de notre population sur un territoire très étendu, dans des groupements politiques municipaux, provinciaux et autres, distincts, crée une diversité considérable d'intérêts et de problèmes et que nos journaux ne peuvent pas, avec leur personnel actuel, traiter avec compétence toutes ces questions:

Résolu que le Congrès encourage nos gens instruits à compléter l'information de nos journaux, en leur signalant à l'occasion les questions qu'il serait bon de traiter dans l'intérêt de tel ou tel groupe ou de le faire eux-mêmes.

Si, dans le passé, la société Nationale s'honorait comme officiers, de personnages éminents par leur rang social, il faut que ceux qui maintenant remplissent des charges importantes, fassent honneur à la société et justifient la confiance que les délégués ont mis en eux, par un travail incessant et pratique.

III.—JOURNAL QUOTIDIEN EN ACADIE.

Le comité de la presse croit à la nécessité et à la possibilité d'un journal quotidien indépendant en Acadie et exprime le vœu que des Acadiens prennent dans un avenir rapproché une initiative dans ce sens et demande pour cette initiative, quand elle se fera, l'encouragement de la Société Nationale l'Assomption.

— PASSIM —

L'ARGENT EST RARE

En effet! Le cirque a arraché en une seule journée, à notre population, plusieurs milliers de dollars. Les bazars, avec leur but plus sérieux et leur objet tout-à-fait raisonnable, ont eu leur part. Et enfin, un "side-show" étranger est venu offrir à nos gens l'occasion de dépenser une bonne partie de leur revenu. On nous assure qu'ils ont assez bien réussi. Le conseil de ville a voulu éloigner cette occasion de dépenses en refusant à la Montreal Amusement Co., l'entrée dans la ville, mais leur bonne action n'a pas été soutenue jusqu'au bout, puisqu'on leur a fourni l'électricité en dehors des limites de la ville. Si l'énergie électrique leur avait été refusée de la même manière que l'entrée dans la ville, cette bonne action aurait été parfaite.

ET L'OBSERVANCE DU DIMANCHE?

Le conseil municipal a retiré, croit-on, vingt-cinq piastres de cette organisation. C'est bien peu pour tout l'argent qu'elle emporte. Et qu'est-ce qu'on a fait de la loi de l'observance du dimanche? Le conseil municipal a-t-il oublié que ces genres de représentations ne sont pas permis le dimanche? Ce cirque avait-il même un permis provincial pour donner des représentations dans notre comté? Quelqu'un a-t-il songé à s'occuper de cela? Vivons nous réellement dans une "république" qui fait et interprète les lois comme elle l'entend?

L'HON. VENIOT AU CONGRES DE MONCTON

Voici un bref résumé de l'éloquent discours prononcé par l'hon. Pierre J. Veniot, ministre des Postes, au Congrès National de Moncton:

M. le Président: Mesdames et Messieurs: Le désir, dès le début de mes remarques, remercie le comité d'organisation de notre convention nationale de m'avoir fait l'honneur d'une invitation d'adresser la parole à un aussi grand nombre de mes compatriotes venant de toutes les parties de l'Acadie.

Le Canada célèbre le 1er juillet, le soixantième anniversaire de sa naissance comme nation. En étudiant l'histoire de la Confédération nous trouvons une garantie à la race acadienne, comme à toutes les autres branches de la population du Canada, du droit de vivre et de prendre les moyens légitimes pour assurer son avenir au milieu des diverses nationalités qui composent la population de notre pays.

Sir John Macdonald, parlant de la Constitution qui devait être le guide futur du pays, nous disait: "J'espère que nous ne pouvons mettre au jour une constitution qui comportera un gouvernement central fort, qui préservera l'identité de chaque province et protégera toutes les aspirations particulières."

Le petit peuple acadien accepta la Confédération avec soupçons et craintes. On craignait de voir englober nos moeurs et nos croyances légitimes. Nous étions alors dans un état national et religieux bien critique. Nous étions appelés à envisager une lutte ardue et apparemment bien longue dans nos efforts pour maintenir notre identité comme peuple.

Mais nos chefs de ces jours, tant religieux que politiques, se basant sur cette garantie de la Confédération, n'ont jamais cessé de plaider la revendication de nos droits et privilèges. Et nos compatriotes de ces jours, forts dans leur attachement à l'Eglise et leur langue, fortifiés par la pensée des luttes héroïques de nos ancêtres, ont noblement suivi le conseil des chefs d'alors et notre peuple a pu se frayer un chemin de progrès à travers des obstacles sans nombre.

Le peuple acadien a toujours manifesté un respect profond pour les lois du pays et lorsqu'il devenait nécessaire d'élever la voix dans les conseils de la nation pour plaider respectueusement, mais avec fermeté la revendication de nos droits et privilèges, nous avons toujours à notre appel l'interprétation de la Constitution telle que placée devant le pays en 1867 par sir John. Il est vrai nous n'avons pas toujours été écoutés, mais petit à petit notre insistance nous ouvrait le chemin de la victoire qui a vu triompher nos légitimes aspirations malgré qu'elles furent lentes et un peu retardées.

Qu'il est bien encourageant pour nous de jeter un coup d'oeil dans le passé et constater le progrès immense qui a été le nôtre pendant les derniers 60 ans. Il n'est pas donné à tout le monde de connaître le rôle important que le peuple acadien a joué dans la Confédération canadienne. Une étude soignée des recensements montre que c'est grâce à notre race si les Provinces Maritimes n'ont pas plus perdu de leur influence dans l'arène politique fédérale.

Un examen des chiffres de la population des Maritimes vous démontre que de 1901 à 1921 la population générale des Provinces Maritimes augmenta de 105,365 âmes. De cette augmentation des Acadiens comptaient pour 45,566, les autres races seulement pour 11,050.

Dans la province du Nouveau-Brunswick, l'augmentation de la population de 1901 à 1921 était de 56,736 et de cette augmentation les Acadiens comptaient pour 45,566, les autres races seulement pour 11,050. Si notre augmentation s'était attachée au sol natal nous aurions pu jouer un rôle beaucoup plus important. Malheureusement

un trop grand nombre de nos jeunes gens furent pris de cette folle idée de chercher les richesses et le confort à l'étranger. Si l'augmentation naturelle de notre population depuis vingt ans était restée attachée au sol natal des Provinces Maritimes nous comptons aujourd'hui une augmentation de 100,000 au lieu de 50,000. Avec une force semblable, notre influence pour le bien de notre contribution au progrès du pays aurait été doublée sinon triplée.

Je voudrais posséder l'éloquence et la force d'argument pour convaincre mes compatriotes qu'ils devraient avoir un éloiement dans l'avenir de notre beau pays et de notre peuple.

L'avenir du peuple acadien dans les provinces Maritimes est assés sous tous les rapports. Nous avons surmonté les obstacles qui se trouvaient dans le chemin de notre progrès matériel, social, religieux, commercial et même politique. En voulez-vous la preuve?

Comparez notre situation d'aujourd'hui avec celle de 20 ans passés. Je vous ai déjà donné une preuve en rapport avec notre population. Permettez-moi maintenant d'attirer votre attention sur le progrès que nous avons faits dans l'agriculture, le commerce, l'industrie, les professions libérales, et dans l'administration de la chose publique. Je ne parlerai pas de notre progrès religieux. Je laisse cela à d'autres.

Nous ne cédonnons rien à nos voisins dans l'agriculture, le commerce et l'industrie. Dans les professions libérales nous avons des hommes dans les premiers rangs et nous sommes honorés par nos voisins.

Nous possédons des institutions d'éducation qui sont l'envie de nos voisins, dont les élèves ne manquent pas de faire leur marque en tout en passant. Dans la vie publique nous avons accompli des merveilles. Dans les dernières dix années nous avons vu des héros occuper les plus hautes positions dans l'administration des affaires de deux, sur les trois Provinces Maritimes, celle de Premier Ministre.

Notre représentation au Sénat du Canada s'est augmentée, et si nous voulions méconnaître les minorités dans plusieurs de nos centres acadiens, nous pourrions grandement augmenter notre représentation au provincial aussi qu'au fédéral. Sous ce rapport nous avons toujours reconnu les droits de la minorité, et j'espère que mes compatriotes n'oublieront jamais ce principe, car c'est pas notre attachement à ce principe que nous avons pu convaincre la majorité anglaise de respecter nos moeurs et nos aspirations nationales.

Pour la première fois dans l'histoire du Canada nous comptons un des nôtres qui siège dans le conseil exécutif du pays et qui est en position de voir à ce que nos justes réclamations auprès des autorités fédérales soient respectées.

En face d'un progrès semblable n'ai-je pas le droit de faire appel à mes compatriotes de ne pas abandonner le sol natal et rester en Acadie pour prêter main forte à ceux dont les efforts tendent à faire du peuple acadien un élément vigoureux davantage pour consolider notre progrès dans les Provinces Maritimes, à nous frayer un chemin et ainsi contribuer de notre part au progrès général de notre beau Canada.

Un écrivain distingué disait un jour: "Je ne désire pas connaître le passé sauf que cela m'aide à mieux remplir les devoirs de l'avenir."

Voilà la raison qui me fait rappeler le passé de notre peuple et je suis convaincu que cela doit mieux nous aider à remplir les devoirs vis-à-vis notre patrie. L'hon. M. Veniot a terminé son discours par quelques mots de conseils à ses compatriotes.

Suite à la page